

**EXAMEN PROFESSIONNEL D'AVANCEMENT DE GRADE
ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL TERRITORIAL DE 2^{ème} CLASSE**

SESSION 2022

QUESTIONS

ÉPREUVE D'ADMISSIBILITÉ :

Une épreuve écrite à caractère professionnel, portant sur la spécialité choisie par le candidat lors de son inscription. Cette épreuve consiste, à partir de documents succincts remis au candidat, en trois à cinq questions appelant des réponses brèves ou sous forme de tableaux et destinées à vérifier les connaissances et aptitudes techniques du candidat.

Durée : 1 heure 30

Coefficient : 2

SPÉCIALITÉ : LOGISTIQUE, SECURITE

À LIRE ATTENTIVEMENT AVANT DE TRAITER LE SUJET :

- Vous ne devez faire apparaître aucun signe distinctif dans votre copie, ni votre nom ou un nom fictif, ni initiales, ni votre numéro de convocation, ni le nom de votre collectivité employeur, de la commune où vous résidez ou du lieu de la salle d'examen où vous composez, ni nom de collectivité fictif non indiqué dans le sujet, ni signature ou paraphe.
- Sauf consignes particulières figurant dans le sujet, vous devez impérativement utiliser une seule et même couleur non effaçable pour écrire et/ou souligner. Seule l'encre noire ou l'encre bleue est autorisée. L'utilisation de plus d'une couleur, d'une couleur non autorisée, d'un surligneur pourra être considérée comme un signe distinctif.
- Le non-respect des règles ci-dessus peut entraîner l'annulation de la copie par le jury.
- Les feuilles de brouillon ne seront en aucun cas prises en compte.

Ce sujet comprend 11 pages.

**Il appartient au candidat de vérifier que le document comprend
le nombre de pages indiqué.**

S'il est incomplet, en avertir le surveillant.

- Le candidat s'il traite les questions dans un ordre différent prendra le soin de préciser le numéro de la question avant d'y répondre.
- Des réponses rédigées sont attendues et peuvent être accompagnées si besoin de tableaux, graphiques, schémas ...
- Seuls les documents comportant la mention :
« **DOCUMENT A COMPLETER ET A JOINDRE A VOTRE COPIE DE CONCOURS** ».
seront ramassés et agrafés à votre copie de concours.
Vous ne devez faire apparaître aucun signe distinctif sur ce document (Nom, N°, etc.).

Liste des documents :

Document 1 : « Code-barres : qu'est-ce que c'est ? »

Source : <https://label-service.etiquettes.me/> - page 5

Document 2 : « Comment fonctionnent les étiquettes d'expédition ? »

Source : <https://www.sendcloud.fr/> - page 6

Document 3 : Découvrons l'USB - Universal Serial Bus

Source : <https://community.hihonor.com/> - page 7

Document 4 : La vidéosurveillance – vidéoprotection sur la voie publique (CNIL)

Source : <https://www.cnil.fr/fr/la-videosurveillance-vidioprotection-sur-la-voie-publique> - pages 8 et 9

Page 10 : page blanche

Liste des annexes:

Annexe A : Eléments des chariots élévateurs /Equipements porte-charges

Source : <https://www.bxconseils.com/> - page 11

Documents reproduits avec l'autorisation du C.F.C.

Certains documents peuvent comporter des renvois à des notes ou à des documents non fournis car non indispensables à la compréhension du sujet.

Question 1 : (4 points)

En votre qualité de magasinier et,

1.1 A partir du code barre représenté sur le document 1, donnez la définition des séries de chiffres 1, 2, 3 et 4.

1.2 A partir du document 2, sur votre copie, donnez le détail des informations (1 à 7) fournies sur l'étiquette d'expédition. (au moins cinq bonnes réponses attendues)

Question 2 : (6 points)

Vous travaillez, en qualité de magasinier, dans un entrepôt de 50 m de longueur et de 20 m de largeur avec 2 étages.

Le rez-de-chaussée est aménagé de la façon suivante :

- Des vestiaires de 13 m²
- Des sanitaires de 3 m² et le reste d'espace de rangement.
- A l'étage de ce bâtiment, l'espace est dédié au rangement mis à part un coin cuisine de 20 m².
- Les allées de circulation par étage sont définies de la manière suivante :
 - 1 allée de circulation principale de 80 cm de largeur et de 50 m de longueur.
 - 3 allées secondaires de 80 cm de largeur et 20 m de longueur.

2.1 Quelle est la surface totale de rangement dont vous disposez ? Détaillez vos calculs.

2.2 Vous recevez une livraison de marchandise qui occupe 15 % de votre surface de rangement. Combien de surface de rangement (m²) vous reste-t-il ? Détaillez vos calculs.

2.3 Vous recevez 150 bidons de produit en janvier. Chaque bidon a une hauteur de 1 m et un diamètre de 50 cm. Calculez le volume total du produit livré. Détaillez vos calculs.

2.4 Votre consommation mensuelle de ce produit est de 5 m³. Vous faudra-t-il recommander du produit en cours d'année ? (Argumentez votre réponse)

Question 3 : (3 points)

En votre qualité de monteur, levageur, cariste et à partir des schémas présentés en annexe A :

3.1 Complétez les éléments des chariots élévateurs. (au moins cinq bonnes réponses attendues)

(Annexe A à compléter et à joindre avec votre copie de concours)

3.2 Identifiez les trois équipements porte – charges représentés. (au moins trois bonnes réponses attendues)

(Annexe A à compléter et à joindre avec votre copie de concours)

Question 4 : (3 points)

En votre qualité d'agent affecté à la maintenance bureautique, répondez aux questions suivantes :

Plusieurs versions de connecteurs USB sont aujourd'hui utilisés, ils sont différents en fonction du matériel et des capacités techniques.

A partir du schéma document 3,

4.1 Mentionnez à quel numéro correspond les connecteurs suivants :
(au moins cinq bonnes réponses attendues)

- L'USB type A
- Le mini USB
- Le micro USB
- L'USB type B
- Le micro USB type B
- L'USB 3.0
- L'USB type C

4.2 Citez et expliquez au moins 2 avantages de l'USB de type C.

Question 5: (4 points):

En votre qualité d'agent affecté au service de la surveillance, télésurveillance et du gardiennage de votre collectivité et à partir du document 4 et de vos connaissances personnelles, répondez aux questions suivantes :

Les dispositifs de vidéoprotection ont connu un développement exponentiel ces dernières années. En effet, les autorités publiques sont très concernées par leur mise en place qui vise à garantir l'ordre et la sécurité publique.

5.1 Comment préserver la vie privée ?

5.2 Combien de temps peut-on conserver les images et qui a le droit de les consulter ?

5.3 Qui a le droit de filmer la rue ?

5.4 Quelle est la différence entre la vidéoprotection et la vidéosurveillance ?

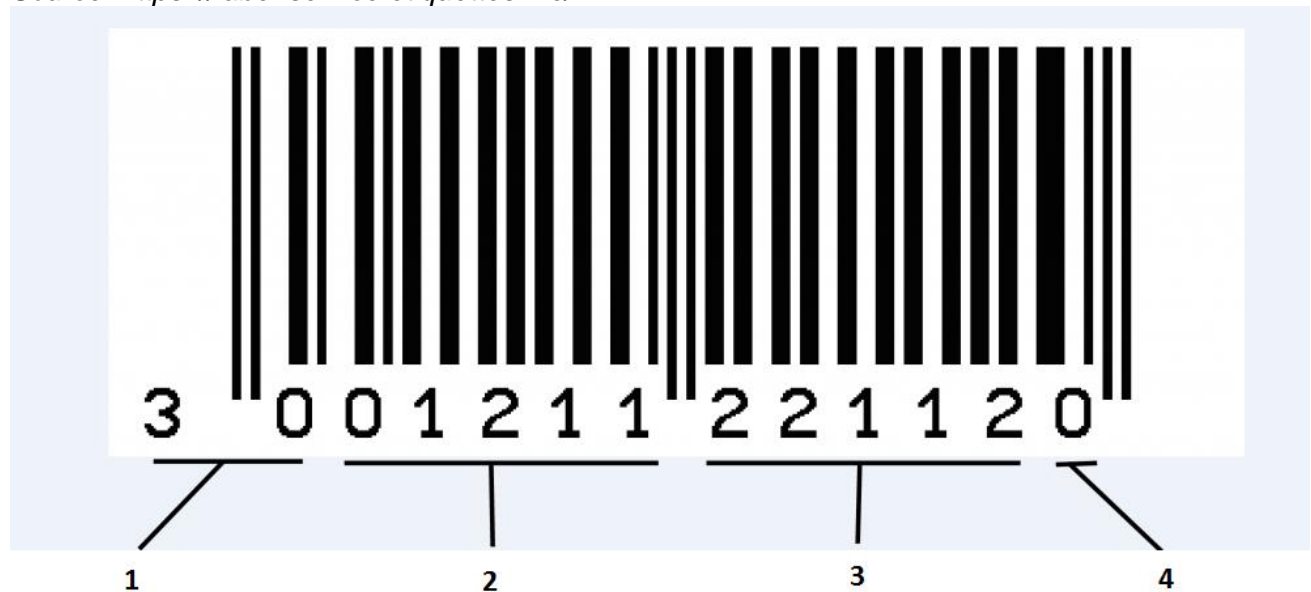
DOCUMENT 1

Code-barres : qu'est-ce que c'est

Un code barres est la traduction symbolique d'une donnée numérique ou alphanumérique sous la forme de barres et d'espaces dont l'épaisseur varie en fonction des caractéristiques de la donnée. Si les barres sont remplacées par des carrés ou des points, il est considéré comme bidimensionnel.

Les codes-barres portent des indications concernant le pays d'où provient de produit qui le porte, son fabricant, le produit en lui-même et un code de contrôle.

Source : <https://label-service.etiquettes.me/>



DOCUMENT 2

Comment fonctionnent les étiquettes d'expédition ?

Une étiquette d'expédition affiche les informations permettant d'envoyer le colis vers la bonne destination, de le suivre à chaque étape et de s'assurer que le service adéquat est fourni. Chaque transporteur utilise un modèle spécifique pour ses étiquettes d'envoi. Elles sont conçues pour être lues par les humains et les machines, et doivent donc être claires et faciles à lire. **Chaque transporteur a conçu son étiquette** pour qu'elle fonctionne avec son propre processus de tri et de livraison, il est donc essentiel d'utiliser ses modèles. Sur une étiquette d'expédition, vous verrez des codes-barres, des chiffres et des lettres. Tous ces éléments sont essentiels au processus. Chaque ligne fournit une information spécifique de la chaîne logistique.

Schade die aan de buitenzijde niet zichtbaar is, moet binnen 7 dagen na uitlevering schriftelijk aan DPD gemeld worden. / Damage not recognizable on the outside has to be reported in writing to DPD within 7 days after delivery.

dpd

Depot: 0522
DPD (Nederland) B.V.
Westlands 1410
NL-5688HA Oirschot
Telefoonnummer: +31-(0)499-339-900

Verzender:
ShoeStore
Insulmeelaan 115
NL-5642TV EINDHOVEN
Telefoonnummer: +31(0)3041316

Ontvanger:
Juliette Roux
Boulevard Montmartr 20
NL-5632JJ PARIS

Referentie 1
Referentie 2

Levering
1 / 1
Gewicht:
10,00 kg

3

6

0522 8992 0843 67_s
Track

4

D-B2C
Service

7

NL - 0522
327 - NL - 5632JJ
2019-09-10 13:02:26 R20190902 Maxwell WS PDF

0522 **A077**

5

0563 2JJ 0522 8992 0843 67 327 528 S

DOCUMENT 3

Découvrons l'USB - Universal Serial Bus



1



2



3



4



5



6



7

DOCUMENT 4

La vidéosurveillance – vidéoprotection sur la voie publique | CNIL

La vidéosurveillance – vidéoprotection sur la voie publique

03 décembre 2019.

-Le nombre de caméras filmant la voie publique a fortement augmenté ces dernières années, notamment sous l'impulsion des pouvoirs publics, pour lutter contre l'insécurité. Des textes spécifiques encadrent ces dispositifs soumis à une autorisation du préfet.

Quelles sont les règles ? Quels sont les droits des personnes filmées ?

Des caméras peuvent être installées sur la voie publique pour prévenir des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux particulièrement exposés à des risques d'agression, de vol ou de trafic de stupéfiants, des actes de terrorisme, dans les conditions prévues par l'article L.251-2 du code de la sécurité intérieure.

Ces dispositifs peuvent également permettre de constater des infractions aux règles de la circulation, réguler les flux de transport, protéger des bâtiments et installations publics et leurs abords, ou encore d'assurer la sécurité d'installations utiles à la défense nationale, prévenir des risques naturels ou technologiques, faciliter le secours aux personnes ou encore lutter contre les incendies et assurer la sécurité des installations accueillant du public dans les parcs d'attraction.

-Seules les autorités publiques (les mairies notamment) peuvent filmer la voie publique.

Ni les entreprises, ni les établissements publics ne peuvent filmer la voie publique. Ils peuvent seulement filmer les abords immédiats de leurs bâtiments et installations (la façade extérieure par exemple mais pas la rue en tant que telle) dans les lieux susceptibles d'être exposés à des actes de terrorisme.

Les particuliers ne peuvent filmer que l'intérieur de leur propriété. Ils ne peuvent pas filmer la voie publique, y compris pour assurer la sécurité de leur véhicule garé devant leur domicile.

-Ces caméras ne doivent pas permettre de visualiser l'intérieur des immeubles d'habitation ni, de façon spécifique, celles de leurs entrées. Des procédés de masquage irréversibles de ces zones doivent être mis en oeuvre.

- La mise en oeuvre d'un système de vidéoprotection doit satisfaire à l'obligation de sécurisation des données, qui pèse sur les responsables de traitements. En conséquence, le visionnage des images ne peut être opéré que par les personnes spécifiquement et individuellement habilitées (par exemple : les agents du centre de supervision urbain d'une commune), peuvent visionner les images enregistrées). Ces personnes doivent être particulièrement formées et sensibilisées aux règles de mise en oeuvre d'un système de vidéoprotection.

L'article R.252-11 du CSI prévoit que le titulaire de l'autorisation tient un registre mentionnant notamment les enregistrements réalisés, la date de destruction des images, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet

-La durée de conservation des images doit être proportionnée et correspondre à l'objectif pour lequel le système de vidéoprotection est installé. En règle générale, quelques jours suffisent pour effectuer des vérifications, par exemple à la suite d'un incident.

La durée jugée proportionnée, dans chaque cas, est précisée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, et ne saurait excéder un mois (art. L.252-3 du CSI).

Quelle information ?

Les personnes filmées dans un espace public doivent en être informées, au moyen de panneaux affichés en permanence, de façon visible, dans les lieux concernés, et doivent être compréhensibles par tous les publics. Ils doivent à minima comporter, outre un pictogramme représentant une caméra qui indique que le lieu est placé sous vidéoprotection.

Les finalités du traitement installé ;

La durée de conservation des images ;

Le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable/du délégué à la protection des données (DPO) ;

L'existence de droits « Informatique et libertés » ;

Le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), en précisant ses coordonnées.

Afin que les panneaux affichés restent lisibles, l'intégralité des informations qui doit être portée à la connaissance du public peut l'être par d'autres moyens, notamment par le biais d'un site internet. Ces autres informations sont, notamment :

La base légale du traitement ;

Les destinataires des données personnelles, y compris ceux établis en dehors de l'UE ; enfin, s'il y en a, les informations complémentaires qui doivent être portées à l'attention de la personne (prise de décision automatisée, profilage, etc.).

Ces informations sont prévues par l'article 13 du RGPD et l'article 104 de la loi « Informatique et Libertés ».
Quelles formalités ?

Auprès de la préfecture du département

Le code de la sécurité intérieure prévoit que l'installation d'un système de vidéoprotection suppose de demander l'autorisation au préfet territorialement compétent (par ex. : à Paris, il s'agit du préfet de police), obligation maintenue par les textes européens et la loi du 20 juin 2018.

En conséquence, si les caméras filment la voie publique (rues), le dispositif doit être autorisé par le préfet (le préfet de police à Paris) après avis d'une commission départementale présidée par un magistrat. L'autorisation est valable 5 ans et renouvelable.

Le formulaire peut être retiré auprès des services de la préfecture du département ou téléchargé sur le site internet du ministère de l'Intérieur. Il peut également être rempli en ligne.

La demande d'autorisation doit être déposée par l'autorité décidant de la mise en oeuvre du dispositif, éventuellement accompagnée dans cette procédure par son prestataire technique.

En cas d'urgence et de risques particuliers d'actes de terrorisme, une procédure d'autorisation provisoire (4 mois) est prévue.

Cette procédure s'applique aussi lorsque les autorités sont informées de la tenue imminente d'une manifestation ou d'un rassemblement de grande ampleur présentant des risques particuliers d'atteinte à la sécurité des personnes et des biens.

Enfin, le préfet peut demander à une commune d'installer un système de vidéoprotection pour prévenir des actes de terrorisme et pour protéger les abords d'établissements vitaux pour le pays (centrales nucléaires, réseaux d'eau potable, gares, aéroports...). Le conseil municipal doit en délibérer dans un délai de 3 mois

Auprès de la CNIL

Effectuer une analyse d'impact sur la protection des données (AIPD) est une obligation nouvelle en droit français, qui découle directement des textes européens, si un traitement est susceptible d'engendrer « un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques ».

Dès lors que la mise en oeuvre d'un dispositif de vidéoprotection conduit à « la surveillance systématique à grande échelle d'une zone accessible au public », type de traitements expressément mentionné à l'article 35.1 du RGPD comme susceptible de présenter un tel risque élevé, une AIPD doit être effectuée. Par ce biais, une évaluation de la nécessité et de la proportionnalité du dispositif envisagé, au regard des finalités poursuivies, sera opérée.

Quels recours ?

Si un dispositif de vidéoprotection ne respecte pas ces règles, vous pouvez saisir :
le service des plaintes de la Commission nationale de l'informatique et des libertés

La CNIL a en effet la faculté de s'assurer que les systèmes de vidéoprotection sont mis en oeuvre conformément au cadre légal applicable. Elle peut procéder à des contrôles. Les investigations de la Commission peuvent porter sur l'existence et la validité de l'autorisation préfectorale concernant le dispositif, sa finalité, son caractère proportionné, les modalités d'information et de droit d'accès des personnes filmées, la qualité des personnels autorisés à visualiser les images, les mesures permettant d'assurer la sécurité du traitement (notamment la nécessité de tenir un registre des consultations), la durée de conservation des images.

Le constat de manquements peut conduire la CNIL à adresser à l'organisme concerné une mise en demeure visant à ce que soient prises les mesures permettant au système de vidéoprotection d'être conforme aux règles de protection des données. En cas notamment de manquement grave ou persistant, ou d'organisme de mauvaise foi, la Commission peut également décider d'adopter une, ou des sanctions prévues par les textes (rappel à l'ordre, limitation temporaire ou définitive du traitement, sanction pécuniaire, etc.).

Les services de la préfecture ;
les services de police ou de gendarmerie ;
le procureur de la République ;

Texte référence

Les textes de référence 09/09/2021 09:33 La vidéosurveillance – vidéoprotection sur la voie publique | CNIL
<https://www.cnil.fr/fr/la-videosurveillance-vidioprotection-sur-la-voie-publique>

PAGE BLANCHE

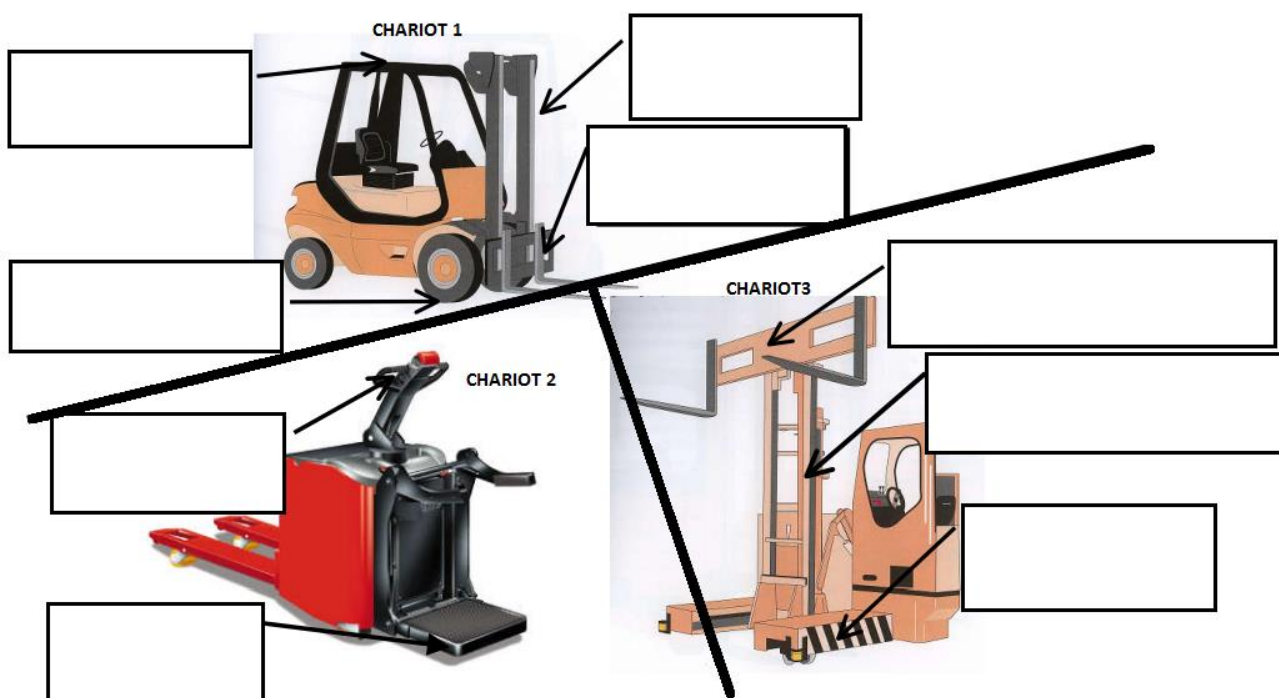
ANNEXE A

DOCUMENT A COMPLETER ET A JOINDRE A VOTRE COPIE DE CONCOURS

Question 3

3.1 Complétez les éléments des chariots élévateurs. (au moins cinq bonnes réponses attendues)

Les éléments des chariots élévateurs



3.2 Identifiez les équipements porte – charges représentés. (au moins trois bonnes réponses attendues)

Les équipements porte – charges.

